

La Banque mondiale et le FMI plus optimistes que le HCP et le CMC



Le HCP prévoit une croissance de 2,5% en 2014 en raison d'une campagne agricole modeste.

Pour 2014, les deux institutions de Bretton Woods prévoient une croissance au-delà de 3,5%, alors que le Haut Commissariat au Plan table sur seulement 2,5% et le Centre marocain de conjoncture sur 0,2 point de plus.

La Banque mondiale prévoit une croissance de 3,6% en 2014 pour le Maroc. Un taux qui le positionne au 3^e rang dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) après l'Irak (+6,5%) et la Libye (+2,3%). L'institution de Bretton Woods, qui vient de publier son rapport sur les perspectives économiques mondiales, indique par ailleurs que la croissance marocaine rebondirait à 4,4% en 2015 et 4,7% l'année suivante. Le FMI qui table sur une croissance de 4% pour l'année en cours est donc plus optimiste. Un optimisme qui n'est, toutefois, pas partagé par le HCP et le CMC (Centre marocain de conjoncture). Les deux institutions marocaines prévoient des taux en deçà de 3% : 2,5% pour la première le HCP et 2,7% pour la seconde. «Le scénario de croissance de 2014 se base sur la double hypothèse d'une production céréalière

moyenne et d'une reconduction de la politique budgétaire sans anticipation de réformes nouvelles», selon le HCP. La faiblesse des précipitations, qui a marqué le démarrage de la campagne agricole 2013-2014, a déjà entraîné une réduction des superficies ensemencées, selon le Haut Commissariat au Plan. «Les récoltes devraient ainsi être moins bonnes que celles de la saison précédente. En tablant sur une amélioration des conditions climatiques hivernales, la valeur ajoutée agricole afficherait une baisse d'environ 3,9% au premier trimestre 2014», avaient souligné les services d'Ahmed Lahlimi Alami, Haut Commissaire au Plan. Dans le même rapport, la Banque mondiale émet des craintes. Le Maroc, très dépendant de la zone euro, pourrait payer les frais d'une très faible reprise en Europe. De même,

les risques résultant d'un resserrement des conditions financières au niveau mondial pourraient faire monter les primes de risque pour les pays en développement et freiner les IDE, poursuit l'institution. Si les prévisions de croissance demeurent positives pour le Maroc, ce n'est pas le cas pour la plupart des pays de la région MENA. «Les déséquilibres extérieurs se sont aggravés dans les pays en développement de la région. Les déficits des paiements courants se sont creusés dans les pays importateurs de pétrole, plus particulièrement frappés par la chute des recettes du tourisme. Par ailleurs, les excédents ont fondu dans les pays exportateurs de pétrole, du fait du recul de leurs

exportations», note la Banque mondiale. À de rares exceptions près, les déséquilibres budgétaires ont empiré partout dans la région, surtout chez les importateurs de pétrole. Cette dégradation tient aux pertes de revenus dues à quatre principaux facteurs selon la Banque mondiale. Il s'agit, en effet, du ralentissement de la croissance, de l'alourdissement de la masse salariale dans le secteur public, des subventions à l'appui des produits alimentaires et des carburants et enfin de l'accroissement des charges du service de la dette. De ce fait, la croissance des pays en développement de la région devrait rester faible. L'instabilité politique qui secoue la région ne connaîtra pas d'amélioration notable, prédit l'institution. Résultat : la croissance globale de la zone, qui a reculé de 0,1% en 2013, devrait s'établir à 2,8% en 2014 avant de passer à 3,3%, puis 3,6% en 2015 et 2016. Des chiffres bien inférieurs au potentiel de la région. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, «la consommation sera soutenue par d'importantes dépenses publiques destinées aux salaires et aux subventions, alors que les

La croissance MENA, qui a reculé de 0,1% en 2013, devrait s'établir à 2,8% en 2014 avant de passer à 3,3, puis 3,6% en 2015 et 2016.

investissements publics risquent, eux, d'être limités par l'importance des déficits budgétaires pendant la période considérée», précise la Banque mondiale. Par ailleurs, grâce aux prix pétroliers élevés, la croissance des pays en développement exportateurs de pétrole se renforcera à mesure que les problèmes liés aux infrastructures seront résolus et que la situation sécuritaire commencera à s'améliorer. ■

Mohamed Amine Hafidi